

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Poursuite-des-negociations-avec-Petrobras-USA-et-Repsol-Espagne-pour-la-legitime-recuperation-du-gas-par-la-Bolivie>

Poursuite des négociations avec Petrobras (USA) et Repsol (Espagne) pour la legitime récupération du gas par la Bolivie

Date de mise en ligne : samedi 28 octobre 2006

- Les Cousins - Bolivie -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par l'Agence France-Presse

La Paz. Le samedi 28 octobre 2006

Le gouvernement d'Evo Morales négociait d'arrache-pied samedi avec des multinationales, en particulier Petrobras et Repsol, dans le but de signer un accord jugé historique pour la récupération par la Bolivie du contrôle sur son gaz.

Le ministre des Hydrocarbures Carlos Villegas a souligné que les négociations avec les grandes compagnies pétrolières se poursuivront « jusqu'à la dernière minute du délai imparti », c'est-à-dire minuit samedi soir.

Les discussions avec le groupe espagnol Repsol avancent « même s'il manque quelques petits détails importants à ajuster », a précisé le ministre de la présidence, Juan Ramon Quintana.

Il a prédit « de bonnes nouvelles qui apporteront énormément d'avantages à notre pays », dans une allusion aux objectifs de la « nationalisation » du gaz décrétée le 1er mai par le président Morales. En récupérant le contrôle du gaz à la source, M. Morales et ses ministres espèrent développer leur pays, le plus pauvre d'Amérique du sud.

Dans le cas de Repsol et de la compagnie Usa-brésilienne Petrobras (Le Brésil est minoritaire, seulement 30% du capital), qui administrent, à elles deux, la moitié des réserves de gaz boliviennes, le gouvernement veut modifier les contrats de manière à ce que la compagnie publique YPFB détienne une participation de 82%.

M. Quintana a reconnu « la complexité » des pourparlers avec les deux groupes : « nous travaillons minute après minute, heure après heure, mot après mot, virgule après virgule ».

Selon des sources proches des négociations, un accord pourrait être dégagé d'ici samedi soir avec Repsol « une compagnie qui assure les exportations de gaz bolivien vers l'Argentine. Avec Petrobras, la situation paraît plus délicate, le groupe rechignant à modifier le contrat signé il y a près de 10 ans qui lui permet de satisfaire avec le gaz bolivien la moitié des énormes besoins du Brésil (Pour un prix dérisoire).

À l'inverse, selon des sources informées, les discussions ont bien progressé avec d'autres multinationales comme le britannique British Gas, les Argentins Pluspetrol et Matpetrol et la firme bolivienne indépendante Chaco.

Dans la nuit de vendredi à samedi, les groupes français Total (qui exploite 15,9% des réserves boliviennes) et l'Américain Vintage (2,1%) ont signé un accord avec les autorités permettant d'adapter leurs contrats d'exploitation du gaz au programme de nationalisation.

Toutefois, les cas de Petrobras et Repsol sont à part : ils sont les principaux acteurs du secteur gazier en Bolivie, pays qui compte des réserves estimées à 1.550 milliards de mètres cubes, soit le deuxième bassin de la région derrière le Venezuela.

Plusieurs réunions avec les dirigeants de Petrobras ont eu lieu ces derniers jours, sans qu'une solution ne se dessine pour le moment. M. Quintana a qualifié la négociation de « difficile mais pas impossible ».

Le président Morales, premier Amérindien à la présidence en Bolivie, a lancé vendredi soir un message en forme d'avertissement : « bien que nous soyons un petit pays, un pays sous-développé, ici les entreprises doivent respecter nos normes, nos lois et nous allons les leur faire respecter ».

Sur un ton tout aussi ferme, M. Quintana a signalé que « Petrobras doit comprendre que s'ils veulent être des partenaires stratégiques, à long terme, ils doivent s'adapter aux formules de négociation que nous sommes en train d'établir comme Boliviens, comme gouvernement et comme État national ».

Les nouveaux accords ratifient le décret de nationalisation prévoyant que les entreprises pétrolières doivent « remettre à Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos (YPFB) toute leur production en hydrocarbures », pour laquelle elles seront rémunérées, suivant leurs contrats, pour une valeur comprise entre 18 et 50% des quantités extraites.

YPFB, qui était en sommeil depuis la privatisation du secteur des hydrocarbures en 1997, assumera entièrement la commercialisation du gaz, définissant les volumes et les prix des produits à placer sur le marché intérieur et à l'exportation.